

Session : « Est-il devenu impossible de s'informer ? »
vendredi 5 juillet de 16h10 à 17h20

Pierre Dockès
Professeur honoraire Université Lyon 2

Technologies, post-vérité et démocratie

Entre le 20 juillet 1789 – donc quelques jours après la prise de la Bastille – et le 6 août 1789 –soit deux jours après l’abolition des privilèges – la France presque¹ entière traverse pendant une quinzaine de jours un phénomène étrange et impressionnant connu sous le nom de Grande peur. À partir de quelques lieux se répandit comme une trainée de poudre la croyance en d’immenses troupes de brigands brûlant les récoltes (c’était le temps toujours inquiétant de la moisson), attaquant les villages, tuant les hommes et les enfants, violant les femmes. Ces brigands, assurait-on, étaient aux ordres des aristocrates ou des grands bourgeois des villes, de la reine, des princes étrangers, ces derniers voulant châtier le peuple des campagnes après les premiers temps de la Révolution. Le tocsin sonnait dans les villages, les habitants s’enfuyaient ou s’organisaient pour résister, partaient à l’assaut des châteaux, brûlaient les terriers (les actes prouvant les redevances paysannes) et parfois le château lui-même. Or il n’y avait pas de bandes de brigands, si ce n’est de nombreux mendiants que la crise économique et la faim poussaient sur les routes. Quant à ceux que les aristocrates appelaient brigands, c’étaient des paysans affolés qui profitaient de la situation pour abolir « par le fait » les droits seigneuriaux. La rumeur enflait de village en village. On avait aperçu deux mendiants ici, ils devenaient une troupe de 3.000 brigands à quelques lieues à la ronde. Il y eut de nombreux morts, aristocrates ou bourgeois assassinés et paysans meneurs pendus par les agents de la répression qui s’ensuivait. La nuit du 4 août n’a pas été cette quasi unanime générosité des privilégiés, mais le résultat de la panique qui saisit l’Assemblée nationale.

Rien ne justifiait donc cette peur de bandes de brigands. On parlerait aujourd’hui de *fake news* et de théories du complot. Il n’était pas besoin de réseaux sociaux pour qu’en une quinzaine de jours, la France rurale entière, ou presque, s’arme et s’insurge. Ce n’était pas la première fois que le « coq rouge » enflammait les campagnes, de nombreuses émeutes ou révoltes frumentaires avaient en effet caractérisé l’Ancien Régime. Mais l’ampleur géographique du phénomène de l’été 1789 et la vitesse de la propagation de la rumeur sont exceptionnelles.

1 Sauf l’Alsace, la Bretagne et le Languedoc.

Si les mensonges, les rumeurs, les théories du complot n'ont pas attendus l'hyperconnectivité et les réseaux sociaux, les nouvelles technologies constituent une prodigieuse caisse de résonance et accélèrent leur propagation². Cependant, nous ne sommes pas simplement en présence d'un phénomène éternel démultiplié et accéléré. Jadis les moyens de s'informer manquaient. Les paysans de 1789 n'avaient pas les moyens d'obtenir une information sur l'arrivée de bandes de brigands. Les fausses nouvelles prospéraient dans un profond brouillard. Aujourd'hui nous avons le plus souvent les moyens de vérifier. Si les nouvelles technologies permettent une circulation quasi-instantanée des infos, elles fournissent également les moyens pour combattre la désinformation et se construire une opinion raisonnée. Les mêmes technologies qui accélèrent la circulation du poison dans le corps social, livrent le contrepoison, les armes de la « désintox ».

Le problème est que sur Internet, particulièrement sur les réseaux sociaux, on trouve tout, le vrai et le faux, en vrac. La spécificité de l'ère de la post-vérité par rapport au vieux monde est d'être une situation où coexistent, *avec un statut quasi équivalent*, des faits objectifs et des falsifications. Nous sommes fondamentalement en présence d'un problème d'éducation. Une opinion raisonnée se construit ; trier, hiérarchiser les informations, cela s'apprend. Cela n'a rien de nouveau. En revanche le statut dégradé du vrai, lui, est nouveau, du moins depuis le triomphe des Lumières. Ce phénomène tient à toute une série de raisons.

Nous sommes d'abord en présence d'une méfiance envers les médias, les experts, les « sachants ». Surtout, il y a confusion entre connaissance, opinion et foi : les tenants du « platisme » ou du créationnisme nous disent « c'est mon opinion et c'est mon droit de l'avoir », et vous devez la respecter. François Flückiger³ (*Le Monde*, 13 mars 2019) observe la confusion présente entre ces trois termes fusionnés dans un « fourre-tout » sous le terme générique d'« idées », chacun s'arrogeant le droit fondamental d'ériger une simple croyance en vérité. Dès lors, « il est de mon libre arbitre de croire que 2+2 font 3 ». Le scientifique est d'autant plus embarrassé qu'il a lui-même expliqué qu'il n'est de vérité que provisoire, tant qu'elle n'a pas été réfutée. L'économie n'est certes pas une science dure, mais s'il est vain – et dangereux – de proclamer une vérité éternelle, les opinions raisonnées doivent se confronter et cette confrontation aide à cette formation d'une vérité partielle et temporaire (et telle est d'ailleurs la finalité du Cercle des économistes). En revanche, prolifèrent aujourd'hui des thèses d'économie-vaudou simplistes ou fondamentalement contradictoires qui s'affirment au nom de la liberté d'opinion. Sur des questions aussi importantes que, par exemple, le Brexit ou l'éventuelle sortie de l'euro, les conséquences économiques et sociales de l'Union européenne, les effets du libre-échange ou du protectionnisme, les conséquences économiques des inégalités sociales, les opinions des économistes divergent. Il est vain de vouloir les concilier afin d'obtenir des vérités absolues, des certitudes. Mais il est nécessaire de confronter les opinions éclairées en rejetant les mensonges factuels et les pseudo-théories. Il n'y a pas – il n'y a jamais eu – de « consensus des économistes » pour une solution, une théorie vraie, une politique nécessaire, mais en revanche il peut se former un consensus contre les différentes espèces de fausse monnaie.

En second lieu, l'Internet rend possible des modalités de coordination horizontales et non plus verticales, un retour de la multitude devenue résiliente au lieu du recours à l'État. Mais de la multitude à la foule, il n'y a qu'un pas et les réseaux sociaux devenus omniprésents peuvent conduire à ces phénomènes collectifs, brutaux. On sait en effet, depuis l'ouvrage de Gustave Le Bon⁴, que la foule est volatile, sujette aux mouvements passionnés, irraisonnés, à

² Ces pages s'appuient sur l'ouvrage de Jean-Hervé Lorenzi, Mickaël Berrebi et Pierre Dockès, *La Nouvelle résistance. Face à la violence technologique*, Paris : Fayard, 2019.

³ Il fut le successeur de Tim Berners-Lee au MIT (ce dernier étant l'inventeur du Web au CERN en 1989).

⁴ Gustave Le Bon, *Psychologie des foules*, 1895.

des retournements brutaux. Cette forme de collectif primaire née d'une fusion d'individus isolés, sans solidarité véritable, présente d'immenses dangers. Les mouvements de foule conduisent aussi bien aux paniques qu'à la dérive de manifestations en insurrections spontanées, à des « émotions populaires » (au sens de l'Ancien régime) ou populistes, à des scènes de lynchage collectif. La multitude en fusion peut toujours se jeter dans les bras d'un vulgaire démagogue. Les dictatures fascistes ont su jouer des foules, de leurs passions.

Aujourd'hui, les réseaux sociaux sont la caisse de résonance des émotions, les font entrer en fusion, favorisent leur auto-renforcement. La violence verbale et l'incitation à la violence physique si répandues sur la Toile se doublent d'une forme de violence caractéristique des *fake news* et de thèses complotistes, celle à l'œuvre lorsque la torsion opérée sur les faits est assimilée à une légitime divergence d'opinion.

L'horizontalité résiliaire produit également une segmentation qui débouche sur un risque de confrontation accru et sur l'anomie, une perte générale de repères. La société se « tribalise ». Des communautés et des groupes affinitaires peuvent vivre juxtaposés, s'ignorer et faire prospérer des informations autorenforçantes, des infox et théories complotistes plus jamais confrontées à la critique. Hobbes avait tiré de la Bible le monstre Léviathan pour représenter l'État, il en avait aussi tiré le monstre Béhémoth pour désigner la multitude déchaînée et la guerre civile. Les réseaux sociaux permettent d'abord de regrouper les individus sur la base de leurs affinités. Celles-ci sont diverses : goûts, centres d'intérêt, idéologie, origines sociales, identité. Ils permettent ensuite leur consolidation ainsi que celle des idées échangées puisque ne s'échangent, et dès lors se renforcent, que des idées partagées, émanant des mêmes préférences, d'une même culture. Se constitue ainsi une caisse de résonance. En outre, les opérateurs des réseaux sociaux procèdent à un filtrage des informations par l'intermédiaire des algorithmes utilisés : ne parviennent aux membres de la tribu que celles qui les confortent dans leurs opinions. Peu à peu, ils en arrivent à considérer comme vraies leurs opinions préconçues puisqu'ils les retrouvent continuellement proférées par tous ceux qui partagent leurs affinités à la façon dont les deux Dupont(d) dans *Tintin au pays de l'or noir*, retrouvent dans le désert les traces de leur propre jeep et croient qu'il s'agit d'une autre voiture, et d'une autre encore, etc, et tournent en rond en se croyant sur une piste de mieux en mieux confirmée ! Les membres perdent tout esprit critique et, non sans jubilation, voient se confirmer leurs préjugés. Ainsi, depuis qu'il a été réformé début 2018, l'algorithme de Facebook réduit la place de l'information générale au profit de conversation entre « semblables ». Certes, il favorise la formation de groupes, crée de lieux de débats thématiques, permet aux gens de s'organiser. Mais le risque est que les communautés de toute nature soient chacune dans leur bulle fermée au sein de laquelle les opinions s'autorenforcent, que les contre-vérités se constituent, se propagent et enflent.

En troisième lieu, les *fake news* sont produites sciemment par des acteurs divers à des fins de manipulation des opinions publiques et encouragées par les GAFAM et les BATX chinoises. Une étude menée par l'université d'Oxford⁵ montre que les *fake news* diffusées entre 2015 et 2017 ont principalement servi à manipuler l'opinion publique. En analysant les dizaines de millions de messages publiés sur différents réseaux sociaux pendant des périodes d'élections et de crises politiques dans neuf pays – Russie, Chine, Taïwan, États-Unis, Brésil, Canada, Allemagne, Pologne et Ukraine –, les auteurs de l'étude dénoncent les pratiques de propagande et de désinformation pour déstabiliser des gouvernements. Pour mener à bien ces campagnes de manipulation, l'une des techniques consiste à programmer des robots, des *bots*, qui « likent », publient, partagent des informations automatiquement, créant ainsi l'illusion d'un soutien pour une cause ou pour un candidat politique et, par un effet en retour, permettent d'obtenir un soutien réel de l'opinion publique. Une autre façon classique de

5 Samuel C. Woolley, Philip N. Howard, « Computational Propaganda Worldwide: Executive Summary », *Research Project*, Working paper n° 2017.11.

manipuler est de transmettre des *fake news* en ciblant leur diffusion à des personnes susceptibles, par leurs sensibilités politiques, de les diffuser encore plus largement.

Les *BigTechs* favorisent systématiquement les opinions émises radicales, polémiques, fausses, car elles retiennent l'attention du navigateur. Les plateformes qui vivent de la publicité se livrent à une manipulation encourageant les contenus les plus « réactifs » qui suscitent des temps de visionnage importants. Il en va ainsi de Twitter dont l'algorithme est conçu pour provoquer une excitation émotive⁶ ou de YouTube (qui appartient à Google). Lorsque vous visionnez une vidéo sur cette plateforme, celle-ci vous inflige automatiquement ou vous propose en voisinage d'autres vidéos. Elles sont choisies par son algorithme. Il est secret, mais on peut observer qu'il est construit de façon à vous amener sur des vidéos qui vous retiennent et qui, pour cela, sont de bons supports publicitaires. Le résultat est une orientation vers des vidéos polémiques, souvent des thèses racistes, fascistes, complotistes. Lors de la campagne électorale américaine de 2016, on a pu observer que les vidéos favorables à Donald Trump, particulièrement les *fake news* et les thèses complotistes, ont été privilégiées par l'algorithme⁷.

La coexistence aujourd'hui du faux à côté du vrai avec un statut quasi-équivalent et plus généralement les nouvelles technologies mettent la démocratie en danger. Certes, dans un petit nombre de pays, les combats des hommes et des femmes ont permis que les mutations techniques du passé soient accompagnées d'avancées démocratiques, mais ce fut en quelque sorte contre la technique elle-même. Les utopistes qui ont pu imaginer que la technique générait des avancées démocratiques et davantage d'autonomie des hommes et des femmes, voire la formation de sociétés libertaires, se sont trompés. Non seulement, les pires régimes autocratiques se sont accommodés des technologies les plus élaborées du moment, mais ils s'en sont fortifiés. Pensons aux technologies de masse au service du III^e Reich et jusqu'à leur emploi systématique dans la mise en œuvre du génocide. En revanche, la démocratie véritable et la maîtrise de la technologie vont nécessairement de pair. La démocratie est souvent définie par la formule de Lincoln : « le gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ». Mais le peuple est pluriel et la vieille question « le progrès technique pour qui, pour quoi ? » reste posée. Lorsque des fractions entières du peuple subissent les conséquences négatives des mutations techniques, la démocratie véritable est altérée. Lorsque Tocqueville étudiait la démocratie en Amérique, il soulignait que celle-ci était avant tout fondée sur l'égalité des conditions, pas une égalité réelle stricte, mais supposant outre la disparition des privilèges, la réduction des différences de revenu et de patrimoine, l'accès de tous également aux droits fondamentaux, à l'éducation, à la culture, aux droits politiques. Il suffit d'observer l'état de la démocratie américaine aujourd'hui pour voir combien les avancées technologiques ne se sont pas traduites par un développement démocratique, bien au contraire !

Aujourd'hui, les nouvelles technologies mettent en péril la démocratie véritable d'une façon à la fois différente et plus profonde que les révolutions technologiques d'hier autour de la « machine » au sens large. Elles le font dans deux directions liées.

D'un côté, la capacité d'emprise des firmes technologiques et des États sur nos données personnelles, de manipulation de nos préférences et de nos comportements est devenue extrême. La démocratie est alors en danger, non seulement parce que les régimes autoritaires disposent des moyens de régner sur les hommes et les femmes, non seulement

6 Lanier, Jaron [2018], *Ten Arguments for Deleting Your Social Media Accounts Right Now*, London : The Bodley Head.

7 Entre 81% et 88% de vidéos favorisant Trump sont en lecture automatique ou recommandées « par voisinage ». Cf. Yochai Benkler, *La richesse des réseaux*, Lyon : PUL ; les recherches et le site de Guillaume Chaslot *algotransparency* et les développements sur cette base de deux journalistes du *Guardian* [Lewis, Paul, McCormick, Erin [2018], « How YouTube Algorithm distorts Truth », *The Guardian*, February, 2].

parce que la « *safe city* » ou le « crédit social » chinois présentent des risques d'oppression, non seulement parce que les GAFAM orientent les choix, les comportements et les relations interpersonnelles, mais parce que les êtres humains, configurés, sont amenés à vouloir ce qui leur est dicté, leur capacité d'autonomie étant réduite à néant par la mise en conformité de leurs préférences et de leurs actions. Comme on le voit par les manipulations politiques, le danger est d'abord dans la capacité des pouvoirs d'influencer directement les votes des citoyens en ciblant leurs préférences et en activant des peurs catégorielles spécifiques. Mais plus profondément, il est dans cette mise en conformité des hommes et des femmes avec les besoins de la technologie ou des *BigTechs* qui les mettent en œuvre, un asservissement qui accompagne l'homogénéisation des préférences et des comportements.

De l'autre côté, les réseaux sociaux altèrent profondément le statut de la vérité, facilitent la multiplication et la propagation des fausses rumeurs et des thèses complotistes. Or, de tous temps, il a existé un lien consubstantiel entre la démocratie et la vérité. Il fonctionne dans les deux sens : seule la démocratie permet que se fasse jour la vérité, même si c'est souvent à la longue, et la vérité permet le triomphe de la démocratie, d'où l'habituel recours au mensonge par ses ennemis. Hier, les régimes totalitaires, qu'ils soient communistes ou fascistes, ont entretenu une relation constante avec les mensonges, les fausses rumeurs, les complots. Aujourd'hui, les *fake news* répandues sur les réseaux sociaux et les thèses complotistes sont systématiquement en faveur des partis et des régimes les plus opposés à la démocratie.

Ne peut-on cependant espérer que les technologies numériques volent au secours d'une démocratie représentative qui est partout en crise, qui n'est plus perçue comme une démocratie véritable par un nombre croissant de citoyens. Par construction, les régimes de démocratie représentative présentent le risque de voir ses représentants ne plus réellement représenter le peuple dont ils ont reçu mandat et se constituer en une caste politique éloignée des besoins ressentis par la population, capable de se pérenniser indéfiniment, sinon individuellement, mais comme « classe » par autoreproduction. Lorsqu'en outre la fracture se creuse entre les « élites » économiques, technologiques, intellectuelles et les autres catégories du peuple – le « peuple populaire » – et que la liaison se fait entre les « élites politiques » et ces fractions supérieures de la société civile, la société profondément divisée risque de sombrer dans les affrontements de classe, la violence ou l'anomie. La démocratie peut s'avérer en péril lorsque des factions partisans de l'autoritarisme sont aux aguets, qu'elles s'affirment aux écoutes du « vrai peuple », garantes d'un changement de « système » et qu'elles sont prêtes à tirer partie de ces affrontements. D'où l'intérêt renouvelé pour la démocratie participative, celle qui demande que les représentants puissent être, à tous moments, démis par leurs mandants, celle qui estime qu'il faut renforcer l'exercice de la démocratie à travers des référendums d'initiative populaire. Ne peut-on espérer que les technologies numériques facilitent les « référendum d'initiative citoyenne » (RIC) volant ainsi au secours d'une démocratie représentative en crise car n'étant plus perçue comme une démocratie véritable par un nombre croissant de citoyens ? Bien entendu, il ne faut pas les confondre avec les référendums d'État qui ont toujours une dimension plébiscitaire. D'un certain point de vue, ils en sont même l'inverse. Mais ils encouragent les engouements ou les paniques, les effets de mode, la volatilité. Il s'agit là de ce que les Grecs nommaient un *Pharmakon*, un remède qui est aussi un poison (pour Hippocrate, comme on le sait, « tout est poison, rien n'est poison, tout est dans la dose »). Il n'est pas question ici de développer les avantages et les inconvénients des « doses » de démocratie participative. Ses soutiens ont toujours été ambigus puisque l'on retrouve d'un côté les libertaires critiques de la représentativité et de la démocratie parlementaire et de l'autre des *think tanks* d'extrême droite qui estiment que les référendums d'initiative populaire auraient permis d'éviter la suppression de la peine de mort ou la légalisation de l'avortement et rendraient possible

l'expulsion des étrangers comme la sortie de l'Europe. Si Internet peut faciliter la démocratie participative et si celle-ci permet d'incliner la verticalité du pouvoir vers plus d'horizontalité, c'est au risque de la génération potentielle de conflits. Lorsque le statut du vrai et du faux se brouille, lorsque l'on est en présence de mouvements de foule dans une société tribalisée et anémique, la volatilité des opinions fait que les opinions publiques basculent d'un extrême à l'autre en passant par le centre. Lorsque la liberté d'opinion dégénérée en vient à décrédibiliser la vérité objective, la démocratie est en danger.